

BENJAMIN CORIAT, "ÉCONOMISTE ATERRÉ"

# L'avenir en communs

Au terme d'une campagne qui a rebattu les cartes du jeu politique mais s'est avérée décevante sur le terrain des idées, l'heure du bilan est venue. Tout au long de cette campagne présidentielle, *Socialter* a questionné des intellectuels engagés : quels sont leurs combats, leurs expérimentations et, surtout, comment pensent-ils pouvoir peser sur le débat public ? Après nos échanges avec Dominique Méda, Alain Caillé, Bernard Stiegler et Corine Pelluchon, nous avons rencontré Benjamin Coriat, professeur d'économie et membre des Économistes atterrés qui viennent de publier *Changer d'avenir. Réinventer le travail et le modèle économique* (Les Liens qui Libèrent). Propos recueillis par **Sébastien Claeys** et **Florent Trocquet-Lopez** / Photos : **Erwan Floc'h**

## Quel regard portez-vous sur la campagne qui vient de se dérouler et quel rôle y ont joué les Économistes atterrés ?

Cette campagne nous a laissés sur notre faim. François Fillon a pris en otage toute la première partie de la campagne et les débats n'ont pas pu aller au fond des sujets. Avec les Économistes atterrés, nous n'avons pas cessé d'alimenter les discussions, avec des analyses critiques des programmes de François Fillon, d'Emmanuel Macron et de Marine Le Pen. Nous n'avons jamais rencontré les candidats ; nous avons travaillé sur leurs programmes et sur leurs déclarations dans les médias. Quant au résultat, nous aurions espéré autre chose, évidemment, mais nous pensons avoir rempli notre rôle. Nous ne sommes pas prescripteurs, mais avons contribué, semble-t-il, à mettre en lumière les grands enjeux.

## Pensez-vous que l'élection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République soit une rupture ?

Nous sommes très frappés, au sein des Économistes atterrés, par le fait que le programme d'Emmanuel Macron représente un néolibéralisme « dur » qui considère que l'emploi et la croissance dépendent principalement des coûts du travail. Il compte les réduire avec le durcissement de la loi travail par ordonnances, les 60 milliards de coupes budgétaires, les 120 000 postes de fonctionnaires supprimés, l'assurance-chômage retirée des mains des partenaires sociaux pour la confier à une gestion étatique, l'instauration d'une retraite par points, qui va durcir le régime actuel des retraites... Enfin, malgré l'urgence climatique et même s'il annonce qu'il va consacrer 15 milliards d'euros sur cinq ans à l'écologie, on voit bien que ce n'est

**“L'économie n'est pas une science. C'est une discipline qui abrite nécessairement des conflits car elle traite des conditions dans lesquelles se créent et se partagent les richesses.”**

pas au cœur de ses préoccupations. Si Emmanuel Macron s'était retrouvé face à n'importe quel autre candidat que Marine Le Pen, il y aurait eu un vrai débat, et il serait apparu pour ce qu'il est.

## Qu'est-ce qui, selon vous, motive l'inefficacité des gouvernants face aux défis posés par la crise économique, sociale et environnementale ?

Je pense qu'à gauche, nous avons perdu la bataille idéologique. Depuis les années 1980, l'idéologie néolibérale, qui est sortie toute armée des think tanks anglo-saxons, a gagné la bataille. Ils ont su diffuser leur vision d'un État inefficace et d'entreprises qui créeraient les emplois. Bien sûr que les entreprises créent des emplois, mais quand elles peuvent faire autrement – robotiser par exemple –, elles ne s'en privent pas ! Les partis sociaux-démocrates ont fini par se pénétrer de cette idéologie néolibérale. Cela dit, ce qui s'est passé au cours de la campagne autour de Jean-Luc Mélenchon et de Benoît Hamon est encourageant. S'ils avaient pu s'entendre, un représentant de la vraie gauche pouvait être qualifié. Il y a donc des forces alternatives qui commencent à redresser la tête.

## Aujourd'hui, les économistes sont omniprésents dans le débat public. Est-ce que l'économie peut guider « scientifiquement » la prise de décision politique ?

L'économie n'est pas une science. C'est une discipline qui abrite nécessairement des conflits car elle traite des conditions dans lesquelles se créent et se partagent les richesses. Il y a des intérêts économiques immenses autour de cette question. Cela n'empêche pas que des débats



**“Nous nous définissons comme des « économistes citoyens » et nous constituons une sorte d’alerte permanente.”**

### **Benjamin Coriat**

Professeur d'économie à l'université Paris 13, il est cofondateur et membre du comité d'animation des Économistes atterrés – collectif qui cherche à promouvoir de nouvelles politiques économiques et à nourrir le débat public depuis la publication de son *Manifeste* (Les Liens qui Libèrent, 2010). En 2015, il dirige *Le Retour des communs. La crise de l'idéologie propriétaire* (Les Liens qui Libèrent). Début 2017, il publie avec d'autres Économistes atterrés *Changer d'avenir. Réinventer le travail et le modèle économique* (Les Liens qui Libèrent).

soient possibles autour de propositions logiques et cohérentes. Chez les Économistes atterrés, nous défendons le pluralisme en économie. Pour répondre au livre de Cahuc et Zylberberg (1), qui est une véritable insanité et dans lequel les auteurs soutiennent sans même savoir de quoi ils parlent que l'économie est une « science expérimentale », nous avons nous-mêmes récemment publié *Misère du scientisme en économie* (2). J'y renvoie les lecteurs qui veulent approfondir ce point.

### Pensez-vous que les intellectuels doivent et puissent s'engager politiquement ?

Dans la tradition française, on a toujours eu l'idée que l'intellectuel était critique et libre des machines politiques et électorales. À partir des années 1980, il y a eu deux changements. Le premier, ce furent les « nouveaux philosophes », au moment de la chute de l'URSS, qui, au nom de l'idéologie des droits de l'homme et des libertés individuelles, ont fait basculer la parole d'une partie des intellectuels du côté du camp néolibéral. Le deuxième est moins spectaculaire : c'est la Fondation Saint-Simon, où des grandes firmes privées ont financé le travail d'intellectuels dont l'effort consistait à forger le néolibéralisme français dans sa version soft. À cette époque, nous étions très peu nombreux à résister à ce mouvement. Lorsque la crise économique de 2008 a éclaté, nous avons naïvement cru – la dérégulation financière ayant explosé en vol – que l'on pourrait enfin reparler de choses sérieuses. Mais pas du tout ! On est venu nous dire que la crise était causée par des États trop dépensiers, alors qu'avant 2008, seule la Grèce au sein de la zone euro était au-delà du seuil des 60 % du PIB de dette publique. Après la crise, tout le monde passe à 90-95 %. Pour expliquer cela, on pointe du doigt les supposées frasques de l'État-providence, alors que le gonflement de l'endettement avait pour objet de sauver le système financier. Pour dénoncer cette forfaiture nous avons publié le *Manifeste d'économistes atterrés* (3). À notre surprise, ce « cri » a eu un écho extraordinaire. Dans la foulée nous avons créé une association. Aujourd'hui, nos livres se vendent bien et notre site est très suivi.

(1) Pierre Cahuc et André Zylberberg, *Le Négationnisme économique. Et comment s'en débarrasser*, Paris, Flammarion, 2016.

(2) *Misère du scientisme en économie. Retour sur l'affaire Cahuc-Zylberberg*, *Les Économistes atterrés*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, 2017.

(3) *Manifeste d'économistes atterrés. Crise et dettes en Europe : 10 fausses évidences, 22 mesures en débat pour sortir de l'impasse*, Paris, *Les Liens qui Libèrent*, 2010.



© Emman Fiech

**« Je n'ai aucun doute sur le fait que nos sociétés traversent une vraie crise du travail. Au-delà, la relation de subordination typique du salariat est de plus en plus mal supportée. »**

### Les Économistes atterrés assument leur « pluralisme ». Comment organisez-vous les débats au sein de votre collectif ?

Au sein des Économistes atterrés coexistent plusieurs voix, mais il y a un socle commun qui dépasse nos différences. Nous nous définissons comme des « économistes citoyens » et nous constituons une sorte d'alerte permanente. Nous nous réunissons une fois par mois pour discuter de la conjoncture et des papiers à faire, puis nous nous les répartissons d'une manière très souple, en fonction des intérêts de chacun. En dehors des communiqués, les papiers ne sont pas censés représenter le point de vue de la totalité des Économistes atterrés et peuvent être publiés même en cas de désaccords.

### Les Économistes atterrés sont opposés à l'analyse des théoriciens de la « fin du travail » ou de la « fin du plein emploi ». Comment penser la crise du travail ?

Je vais parler en mon nom car il peut y avoir des points de vue différents chez les Économistes atterrés. Pour ma part, je n'ai aucun doute sur le fait que nos sociétés traversent une vraie crise du travail à travers le chômage, mais aussi à travers la multiplication des petits boulots. Au-delà, la relation de subordination typique du salariat est de plus en plus mal supportée. Le salariat s'accompagne en principe d'un accès à la protection sociale et c'est précieux, mais il se traduit aussi dans beaucoup d'endroits – surtout en période de chômage, d'affaiblissement de la

position des travailleurs – par une situation intenable en termes de conditions de travail, d'horaires, de non-respect de la personne, etc. Aujourd'hui, différents types d'acteurs (parmi les jeunes en particulier) tentent donc d'échapper à cette relation de subordination. Le problème est qu'ils n'y parviennent pas car la société ne met rien à leur disposition pour cela.

#### **Que pensez-vous des alternatives au salariat comme le revenu universel ?**

Les Économistes atterrés ne sont pas favorables au principe du revenu « universel et inconditionnel ». Pour ma part, je vois la possibilité d'un revenu « d'existence » comme un outil pour réparer et harmoniser les minima sociaux tels qu'ils existent déjà – le RSA, l'allocation aux adultes handicapés, l'allocation logement, etc. –, pour les « compléter » lorsque cela est nécessaire. La moitié de ceux qui ont droit au RSA ne le demandent pas. Un autre problème, c'est leur « intrusivité » : une femme seule avec un enfant a droit à l'allocation de parent isolé, mais pour cela, elle doit le démontrer. Ce qui veut dire que l'assistance sociale a la possibilité de sonner chez elle à 6 heures du matin pour vérifier qu'elle est bien seule avec son enfant : c'est inadmissible. Pour autant, je ne suis pas pour la non-conditionnalité absolue.

#### **Est-ce possible de penser que le développement des emplois « précaires » pourrait devenir, avec les « nouveaux droits communs du travail », une manière d'affranchir les travailleurs des carcans de l'entreprise ?**

Les droits sociaux actuels sont construits pour l'essentiel autour de la condition de salarié : les non-salariés en sont donc dépourvus. Une solution est d'attacher ces nouveaux droits sociaux du travail à la personne : droit à la santé, à l'éducation ou à du crédit pour créer une entreprise d'utilité publique ou un commun. Aujourd'hui, nombre d'acteurs sociaux créent des ressources : des plateformes d'échange, des jardins partagés, des recycleries... Mais cette valeur créée n'est pas reconnue comme telle. Les nouveaux droits communs du travail seraient un moyen de valoriser ces richesses produites et de rémunérer leurs producteurs.

#### **Est-ce que le commun est un moyen de sauver les biens et les services publics de la privatisation ?**

Là où l'État et ses services publics fonctionnent bien, il ne faut pas y toucher. Mais il y a des domaines où le service public est menacé de privatisation – explicite ou rampante. C'est le cas lorsque les administrateurs du bien public se comportent comme des gestionnaires privés. Dans les hôpitaux, par exemple, on fait des prélèvements de tissus, qui constituent

**“Les droits sociaux actuels sont construits pour l'essentiel autour de la condition de salarié : les non-salariés en sont donc dépourvus. Une solution est d'attacher ces nouveaux droits sociaux du travail à la personne.”**

**“Le défi est de trouver les ingénieries sociales permettant au nouveau co-opérativisme de se développer et de récupérer la valeur qu'il crée.”**

des sources de connaissances fondamentales. Dans certains cas, les gestionnaires de l'hôpital considèrent que ces tissus sont leur propriété et qu'ils peuvent les vendre en faisant des bénéfices. Ces prélèvements doivent être accessibles aux chercheurs publics, moyennant une prise en charge collective des coûts de prélèvement et de conservation. Dans ces cas-là, il faut « *commonaliser* » le bien public : cela revient à changer le mode d'administration de ces biens, en associant à leur gestion des représentants des collectivités concernées (administrateurs, représentants des personnels, patients...).

#### **Quels sont les contours de ce nouveau co-opérativisme que vous appelez de vos vœux ?**

Pour l'essentiel, l'ancien co-opérativisme est basé sur du salariat et des structures de droits de propriété partagée qui annulent le pouvoir des actionnaires – puisqu'un homme est égal à une voix. Le nouveau co-opérativisme, lui, se rapproche plutôt de la relation « pair à pair ». La différence entre les plateformes comme Uber et ce nouveau co-opérativisme, c'est la relation d'autorité : si la plateforme est horizontale, de pair à pair, et qu'on y échange des services, éventuellement en les monétisant (ce n'est pas un problème !), on est dans l'économie coopérative ; si l'accès à la plateforme est maîtrisé par le propriétaire de la plateforme qui contrôle quelles sont les conditions d'accès, alors on est dans une relation de subordination. Mais si l'ancien co-opérativisme a trouvé le moyen de créer de la valeur – il vend ! –, ce n'est guère le cas du nouveau co-opérativisme. Le défi est de trouver les ingénieries sociales permettant à ce nouveau co-opérativisme de se développer et de récupérer la valeur qu'il crée.

#### **Si vous aviez à formuler un programme en trois mesures phares, que diriez-vous ?**

Premièrement, j'abroge la loi El-Khomri par une loi qui institue des droits communs du travail. Deuxièmement, je réforme les minima sociaux en créant un revenu minimum d'existence permettant à tous les démunis de vivre dignement. Troisièmement, je crée un pôle public, bancaire et financier que je mets au service de la transition écologique. On dispose aujourd'hui d'outils comme la banque publique d'investissement (BPI), mais elle n'est pas autorisée à prélever l'épargne des citoyens, et fonctionne sur des dotations limitées. Il faudrait étendre son champ d'action et ses modes de financement. Il y a l'Agence de participations de l'État (APE). Pour le moment, elle ne sert qu'à vendre des titres pour boucler les budgets de l'État, alors qu'on pourrait avoir une politique plus active : se défaire des actifs inutiles et en acquérir d'autres plus stratégiques. Tout cela pour rendre possible et efficace une grande bifurcation vers la transition écologique. ☺